

DÉCRYPTAGE

Libres comme l'ère

Même si le quotidien a repris un semblant de cours normal, certains ne sortent que peu de leur coquille. D'autres, rongés par l'angoisse, demeurent reclus. Mais à quoi rime une vie à risque zéro ?

Par Audrey Tonnelier

Quand ses amis lui ont proposé de retourner boire un verre, mi-juin, Jessica n'avait pas prévu que la soirée la marquerait autant. La jeune femme venait de passer deux mois confinée dans sa maison, près de Cherbourg, avant de reprendre son emploi de conductrice de car scolaire. Elle pensait, tout au plus, être un peu sur le qui-vive. « Dire que je n'étais pas à l'aise est un euphémisme. Il y avait des gens partout. Au moment des retrouvailles, j'étais la seule à ne pas faire de bises. Dans le bar, personne ne portait de masque, même pas le personnel! Ça m'a fait du bien de sortir, mais j'ai quand même eu l'impression que le Covid n'existait plus... »

Les mêmes craintes ont saisi Annie, mère divorcée de la région lyonnaise, qui s'accommodait très bien de son job de comptable en télétravail. Mi-avril, lorsqu'elle a appris que le déconfinement pourrait être synonyme de retour en classe pour sa fille de 9 ans, elle a paniqué. « A ce moment-là, on était encore en pleine épidémie, il me semblait totalement aberrant de remettre Margot à l'école. » Finalement, après beaucoup d'hésitations, l'enfant a retrouvé fin juin sa classe de CM1.

Officiellement, voilà près de deux mois que les Français sont déconfinés. Ils sont aussi sacrament déboussolés : entre envie de reprendre une vie normale et crainte d'une deuxième vague de contamination, personne ne sait trop quoi faire. Pendant que les écoles rouvrent et que les terrasses se remplissent, pour certains, l'idée même de sortir de chez soi relève encore d'une étape difficile à franchir.

Au bureau ou entre amis, les débats sur le respect des gestes barrières ont remplacé les discussions sur la dernière série à la mode. Faut-il porter un masque en extérieur? Combien de fois par jour se laver les mains? Est-il bien raisonnable d'aller faire du shopping, de retourner au restaurant, de confier les enfants aux grands-parents? Autant de questions sur lesquelles on tente de se faire une opinion, non sans mal. Comme cette amie qui vous assure qu'elle ne prendra plus jamais le métro, avant de vous expliquer docilement qu'elle rentre de week-end en train. Ou ce collègue qui n'a pu réprimer un sursaut lorsque, pour son premier jour après des semaines de télétravail, son chef s'est assis à côté de lui en réunion, sans respecter le mètre de distance réglementaire.

Chacun a son avis sur le degré de risque acceptable. Et c'est rarement ce



Issy-les-Moulineaux, le 30 avril. SANDRINE MULLAS/HANS LUCAS

« Trouver l'équilibre entre doute raisonnable et risque inacceptable »

Virginie Tournay
chercheuse en sociologie

lui du voisin. « Dans les premiers jours du déconfinement, je me suis fait sortir d'un magasin parce que je n'avais pas de masque. Mais il n'était précisé nulle part que c'était obligatoire, et ils n'ont même pas voulu m'en donner un! », s'offusque Adam, père de deux petites filles. Parfois, la ligne de démarcation passe au sein même du foyer. Comme chez Valérie, quadragénaire parisienne qui, après s'être confiée sur la peur qu'il l'a habitée durant tout le confinement, finit par avouer : « Je ne voulais même plus que mon mari m'embrasse. C'est ridicule, mais j'étais trop stressée. »

Cette irruption de la peur dans la vie de tous les jours, Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut de sondage Ipsos, l'a vue sur ses radars dès la mi-mars. « Les niveaux d'inquiétude phénoménaux qui ressortaient de nos enquêtes (de 85 % à 90 % des répondants) sont clés pour comprendre comment la société française a pu rester confinée aussi strictement et aussi long-

temps. En 2015, les attentats du Bataclan avaient déclenché un pic émotionnel similaire, mais nettement plus bref. Cette fois, la menace est générale, insidieuse. Aujourd'hui encore, plus de 50 % des personnes se disent inquiètes face au risque sanitaire », souligne le sondeur.

Les images dramatiques de saturation des hôpitaux en Italie, premier pays européen touché par le virus, ont frappé les esprits. Surtout, estime-t-il, « l'incertitude a nourri l'anxiété des Français. Entendre les politiques dire "on ne sait pas", assister aux polémiques entre Raoult et les autres scientifiques a contribué à dramatiser la situation. Pas étonnant, dès lors, que les personnes interrogées aient trouvé les mesures sanitaires insuffisantes ».

La parole présidentielle a également pesé. « Nous sommes en guerre », avait martelé à six reprises Emmanuel Macron le 16 mars, à la télévision, en annonçant la mise sous doche du pays. « Ce terme fort a peut-être eu le mérite de faire fonctionner le confinement, mais il a laissé des traces », raconte Célia Charpentier, coach en entreprise et spécialiste des risques psychosociaux. Quand vous êtes en guerre, vous avez peur de mourir, vous devez vous cacher. A mes clients les plus angoissés, je répétais : mais si, vous avez le droit de sortir! J'ai vu des amis mettre toutes leurs économies dans une location à la campagne, des jeunes avoir beaucoup plus peur que des gens de 40 ou 50 ans... La situation a créé des réactions totalement irrationnelles. » Selon elle, il faut s'attendre à des réactions semblables à un choc post-traumatique. « Quelque chose s'est figé, une peur de la mort à laquelle certains n'ont pas su faire face. »

Pour Virginie Tournay, cette sidération est le symptôme d'un mal plus profond. « Nous assistons à une perte du tragique dans nos vies, résume cette directrice de recherche au CNRS. L'amélioration de l'espérance de vie et de sa qualité fait que l'on n'accepte plus le moindre aléa. Internet et l'information en temps réel contribuent à cette obsession du risque zéro : il n'y a plus aucun recul. Or, il y aura toujours des épidémies. Le tout est de trouver la limite entre doute raisonnable et risque inacceptable. Sinon, on n'accepte plus de faire société... », prévient la chercheuse en science politique et en sociologie.

A bien des égards, c'est d'ailleurs un pays coupé en deux qui reprend vie après le Covid-19. Il y a ceux qui vont danser pour la fête de la musique, et ceux qui préparent leur stock de masques en prévision d'une deuxième vague qu'ils jugent inévitable.

Souvent, le déconfinement s'est fait par paliers, que l'on date comme autant de petites victoires. Bérangère, dont la fille de 12 ans est atteinte de mucoviscidose, a passé huit semaines dans son appartement en rez-de-jardin à Talence (Gironde). « Mi-mai, nous avons commencé par aller voir mes parents, qui habitent à proximité. Début juin, j'ai fait mon premier dîner entre amis. Ma fille appréhendait beaucoup le retour au collège mais, après avis favorable de l'équipe hospitalière, elle y est retournée le 8 juin. Elle a fini par reprendre ses cours d'escalade la semaine dernière. »

Ostéopathe attachée à l'hôpital Saint-Louis et à l'institut Montsouris, à Paris, Kim de Montebello observe une recrudescence de difficultés respiratoires et d'oppressions thoraciques chez ses patients. Comme autant d'échos d'un

virus que peu ont rencontré, mais que tous ont subi. « Le confinement était fondé sur des raisons médicales, les règles de sortie étaient strictement précisées. Pour beaucoup, cela a été plus facile à accepter que le déconfinement, qui s'est fait par régions et évolue de semaine en semaine. La limite n'est pas claire. »

« Beaucoup de mes patients sont restés semi-confinés. Les retraités me parlent avec angoisse de leurs voisins qui font des barbecues entre amis dans le jardin », confirme Christine, médecin en Normandie. Les plus âgés ne sont pas les seuls à se montrer circonspects. La généraliste a ainsi appris avec stupeur, par un appel de l'ex-conjoint d'une patiente, que cette dernière avait produit un faux certificat médical dans le but de garder leur enfant à la maison...

Cette difficulté à reprendre une vie normale est, par son ampleur, un particularisme français. « Nous sommes le pays dans lequel la demande d'une prolongation du confinement a été la plus forte : les répondants redoutaient une sortie trop rapide », relève Brice Teinturier. C'est le « syndrome de la cabane », qui consiste à ne plus vouloir retrouver l'extérieur après avoir vécu en espace clos. « Pour les Français, le monde dans lequel nous évoluons est non seulement anxiogène, mais aussi de plus en plus complexe », pointe M. Teinturier. D'un côté, le danger sanitaire, de l'autre le risque économique si on ne ressort pas travailler. Dans ce contexte, rester chez soi pendant deux ans et demi, avec en plus le chômage partiel, ça paraissait très bien! Les deux tiers des Français ont d'ailleurs trouvé le confinement « facile à vivre », selon un sondage OpinionWay pour Les Echos publié mi-juin.

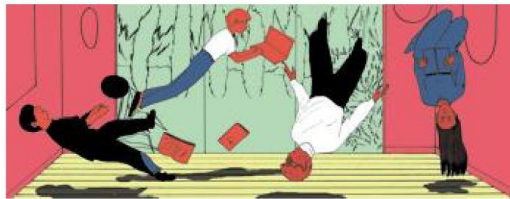
Au risque de terribles conséquences. Lorsque les patients atteints de Covid-19 se sont faits plus rares et qu'il a pu reprendre ses consultations habituelles, Wathek Almoahamad, oncologue à l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif (Val-de-Marne), a vite déchanté. « J'ai reçu une patiente qui toussait depuis quatre mois. Elle était persuadée que c'était le virus, elle n'a pas cherché à consulter davantage. Elle a un cancer du poumon. » Et que dire de cette jeune femme arrivée de Guyane en urgence quelques jours après son accouchement, qui se plaignait depuis des semaines de fortes douleurs au foie? « On lui avait dit de ne pas se rendre à l'hôpital pendant l'épidémie. Je ne sais pas si on pourra la sauver... », souffle le médecin.

L'obsession du risque zéro a ébranlé les responsables, en entreprise ou dans l'éducation nationale. Les protocoles se sont multipliés, parfois jusqu'à l'absurde, pour se prémunir contre les dangers sanitaires mais aussi juridiques. D'une PME à une autre, d'une école à une autre, on interprète les règles comme on peut, bien souvent selon la sensibilité de ceux qui les appliquent. Maintenant que nous ne sommes plus régis par le confinement, chacun choisit ses petits arrangements avec le quotidien. « L'essai de vivre le plus normalement possible, en restant vigilante quand je suis en lieu clos », explique Bérangère, à Talence. Comme beaucoup, elle est cependant persuadée qu'il ne s'agit pas d'un retour à la normale, mais bien d'un nouvel apprentissage : « vivre avec » le virus.

PARENTOLOGIE

Journal d'un parent déconfiné, semaine VIII.
Ah, retrouver les joies pures de la bricole avec un caillou et deux bâtons ! Ça, c'était avant que les magasins ne rouvrent, déplore Nicolas Santolaria, déjà nostalgique

La conjuration des Playmobil



XAVIER LISSILLOUR

Les semaines qui ont suivi le déconfinement ont été marquées par un come-back dont je me serais bien passé, celui des jouets en plastique. Quelques jours après le rétablissement du droit de circulation, nous nous sommes rendus dans une zone commerciale, avec un mélange d'entrain pavlovien et de répulsion viscérale. Pour résumer cet écartèlement, il y avait quelque chose de résolument illogique à adopter les mêmes comportements qu'avant dans le « monde d'après ». Là, nous avons néanmoins réussi à résister aux sollicitations des enfants qui voulaient absolument aller faire un tour au magasin de jouets. A vrai dire, c'est plutôt parce que ledit magasin avait déjà tiré son rideau lorsque nous nous sommes présentés devant la porte d'entrée que nous avons réussi à ne pas succomber à l'attrait venimeux de la chalandise à tout prix.

Mais une semaine plus tard, de retour dans cette même zone commerciale en quête d'une paire de baskets, nous n'avons cette fois-ci pas échappé à la virée dans la boutique en question. Là, mon fils aîné a dépensé une partie de ses économies (14€) pour s'offrir une mitraillette Nerf, laquelle expédie des fléchettes en mousse avec une force non négligeable dans les corps ad-verses (pour m'être pris une dans l'œil, je sais de quoi je parle). Chez mon fils, le désir pour cet objet simulacre a grandi, grandi, GRANDI durant le confinement, sous l'effet des vidéos mettant habilement en scène des combats homériques avec ce type de sulfateuses. Après cette emplette, il a inmanquablement fallu acheter un pistolet de la même marque au petit, pour faire cesser les plaintes – c'est bien connu, lorsque les adultes n'ont aucune autorité, c'est toujours de la faute des enfants.

Les grands, eux, ont souvent de « bonnes raisons » de faire ce qu'ils font. C'est par exemple parce que mon plus jeune fils était malade que je lui ai acheté, à peu près à la même période, une petite boîte de Playmobil. Même si c'était pour « une bonne raison » (enfin, c'est ce que je me plais à croire), ce type d'investissement produit toujours chez moi un tiraillement intérieur. D'un côté, je me dis que moi aussi j'étais content quand, enfant, je recevais un jouet, et que je ne me souciais guère de savoir s'il était fait de plomb toxique ou de PVC. Mais en même temps, face à ces figurines qui n'ont rien de biodégradable, je ne peux m'empêcher d'imaginer le 7^e continent de plastique enfler sous l'effet de mes comportements irresponsables.

Pourquoi continuer, alors ? Si je n'ai pas encore trouvé de réponse valable, la question se pose avec encore plus d'acuité depuis le début de la pandémie. Car, à l'échelle de ma famille, cette période aura été une expérience grandeur nature permettant de démontrer la futilité, l'inutilité même de la consommation de masse, ou en tout cas d'une grosse partie de celle-ci. Une fois que l'on dispose de pâtes, de légumes, d'eau et de papier toilette (et de quelques bouteilles pour l'apéro, soyons honnête), beaucoup de ce qui remplissait habituellement nos chariots fait figure de superflu. C'est notamment en observant les enfants que j'ai pu constater que le bonheur n'était pas dans l'achat.

Comme nous n'étions pas chez nous durant cette période, ils ne disposaient pas de jeux manufacturés, mais avaient accès à tout un tas de ressources inédites : vieux bois, fruits, légumes, débris en tous genres, outils tranchants un peu rouillés... Sans qu'on les y incite, ils se sont alors lancés dans le do-it-yourself. Mon plus jeune fils s'est par exemple constitué une grande armée avec des poires tombées de l'arbre, plantées sur des piques en bois. Armée sur laquelle s'est abattue une sorte de plâtre expérimental fabriqué je ne sais trop comment. Une

Sans qu'on les y incite, ils se sont lancés dans le do-it-yourself. Mon plus jeune fils s'est par exemple constitué une armée avec des poires tombées de l'arbre

autre de ses activités favorites a consisté à mettre des feuilles de Sopalin au congélateur, pour constituer, ébahi, l'effet du froid sur cette matière souple devenue incroyablement rigide – au fil du temps, on oublie à quel point un frigo peut être distrayant.

Les couvercles de casserole ont bien entendu servi à faire des boucliers, les bouchons de liège des esquifs... Après avoir regardé un tuto sur YouTube, le grand, lui, s'est fabriqué une mini-arbalète avec une pince à linge en bois, arme de poche permettant de tirer des cure-dents (il faudra peut-être que je m'inquiète un jour de cette passion pour les armes). Puis il a fabriqué un bateau volant en carton, accroché à un ballon, aéronef qui ne s'envola jamais, mais ce n'est pas très grave. L'important est cette effervescence inédite de l'imaginaire, qui semblait avoir pour cause l'absence de stimulation prémachée.

La créativité de mes deux fils s'est tant développée durant cette période qu'ils sont presque devenus des prétendants sérieux pour la victoire au concours Lépine. En plus de ses réalisations, l'aîné m'a pointé une trentaine de prototypes d'engins du futur – grappin longue portée, combinaison d'agent secret, masque de plongée multifonction muni de dents de castor pour couper un tronc qui vous barrerait la route. Ces visions ne sont encore qu'à l'état de plans, mais Elon Musk n'a qu'à bien se tenir. Le plus étonnant dans tout cela, c'est que la petite console de jeux vidéo que j'avais emmenée à fini par prendre la poussière dans le salon.

CONFORT DOMESTIQUE

Les années 1970 archi prisées

Vastes, commodes et lumineux, les grands ensembles de cette période sont recherchés

Ils sont souvent jugés moches, parfois détestés. Mais les immeubles des années 1960-1970 sont dotés de grandes qualités que le confinement a permis de redécouvrir. Leurs logements sont spacieux et confortables, deux atouts précieux pendant les deux mois d'enfermement.

Deux atouts que les promoteurs actuels ont oubliés : « Nos appartements d'aujourd'hui ne sont pas faits pour accueillir les activités multiples concomitantes de toute la famille, à commencer par le télétravail, constate Catherine Sabbah, déléguée générale de l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal). Ce qui manque le plus, ce sont des mètres carrés intérieurs, par exemple pour aménager un bureau dans une chambre, et des espaces extérieurs collectifs et privatifs. » L'enquête d'Idheal auprès de 8000 personnes sur le ressenti durant le confinement révèle que ceux ayant mal vécu cette période vivent à 86% en appartement, dont 66% sans espace extérieur.

« Les Français, avec une surface moyenne d'appartement de 71 m², sont bons derniers en Europe, derrière l'Allemagne, à 81,5 m², et la Belgique, à 83,4 m², détaille François Leclercq, architecte. Depuis les années 1970, les surfaces des appartements neufs n'ont cessé de diminuer. Il faut arrêter cette régression et exiger des normes de surface : pas de pièce de moins de 13 m² et au moins 75 m² pour un trois-pièces, alors que la production actuelle plafonne à 60 m², plaide-t-il. « Les grands ensembles des années 1960, si mal aimés, offraient pourtant des logements de grande qualité », a-t-il d'ailleurs écrit dans une tribune signée avec deux confrères, Jacques Lucan et Odile Seyler (Le Monde du 24 avril).

« Mais oui, ces logements sont sublimes, juge Monique Eleb, sociologue de l'habitat qui a étudié, en 1976 puis en 2004, deux tours d'habitation, à Bagnollet (Seine-Saint-Denis). Les appartements sont vastes, lumineux grâce à des baies vitrées toute hauteur – aujourd'hui interdites par les normes thermiques –, traversants, ce qui permet des courants d'air utiles en temps de canicule, avec souvent une terrasse, un balcon ou une terrasse. Autant de confort que nous avons perdu. Ces tours sont peut-être mal aimées du public, mais leurs habitants les apprécient et leurs enfants reviennent y vivre. »

L'île-de-France regorge de ces « grands ensembles réussis », ouvrages d'architectes qui accordaient une grande importance à l'usage, comme Jean Dubuisson à qui l'on doit l'immeuble Mouchotte (1965, 17 étages, 1400 logements) derrière la gare Montparnasse. Ou encore les membres de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, tel Paul Chemetov, qui ont beaucoup construit dans les municipalités communistes d'alors ; Roger Anger, qui a bâti à Grenoble et dans l'Est parisien ; Fernand Pouillon, dont les immeubles, en bord de la Vieux-Port de Marseille, restent hyperprisés ; Jean Renaudie et ses bâtiments anguleux, multipliant les terrasses et les façades végétalisées...

Ces innovations, cette inventivité, cet hédonisme sont désormais perdus voire mal vus : « C'est un patrimoine maltraité, on le démolit, on le dénature en le réhabilitant, sans voir ses qualités, et ce n'est pas sûr que ce qu'on



Hall d'un immeuble du 13^e arrondissement de Paris, en mai 2007. ALEXANDRE TABASTE

reconstruit sera mieux », dénonce Bernadette Blanchon, enseignante à l'École nationale supérieure de paysage, à Versailles, spécialiste des grands ensembles.

Aurélien Vernant, historien de l'art et directeur de l'agence Architecture de collection, se donne pour mission de valoriser ce patrimoine du XX^e siècle et attire vers lui une clientèle grandissante d'acquéreurs. Les prix restent ceux du marché, avec une petite prime si les logements sont dans leur jus et en bon état. Le site de cette agence a mis en vente, fin juin, deux appartements Dubuisson datant de 1965 : l'un de 143 m² et l'autre de 134 m², à Courbevoie, et un appartement dans la tour Albert, première du genre à Paris (13^e arrondissement).

Ces grands ensembles ont été conçus comme des quartiers à eux seuls, offrant un mode de vie moderne et les commodités en pied d'immeuble, commerces, écoles, tennis, piscine, locaux associatifs, voire église, et beaucoup d'espaces verts. Les Grandes Terres, à Marly-le-Roi (Yvelines), totalisent 1490 appartements en 27 immeubles construits entre 1956 et 1961 sur un parc de 27 hectares. Michelle Boyot habite depuis 1998 cet ensemble conçu par Marcel Lods : « C'est un paradis !

Les enfants vont à l'école à pied en toute liberté. Mais nous avons de gros problèmes : le manque de stationnement et l'absence d'ascenseurs dans les bâtiments de quatre étages. » Il y a aussi le niveau des charges, 400 euros par mois pour un trois-pièces de 76 m². « Mais ce prix s'explique par tous les services proposés, espaces verts, tennis, gardiennage et même techniciens, plombier, électricien, à la disposition des habitants, sans oublier les réserves en vue de gros travaux qui permettent de ravaler, tous les quatre ans, une façade de chaque bâtiment », précise M^{me} Boyot.

Au village Mouchotte, l'ambiance soixante-huitarde des débuts a bien changé. « Les nouveaux arrivants ne sont pas venus pour l'architecture mais pour l'adresse, près de la gare, explique Pierre Caillot, architecte, copropriétaire depuis 1997 et président du conseil syndical principal. Pendant le confinement, ils ont cependant pu apprécier les qualités de cet immeuble éminemment adaptable. Je songe ainsi à proposer la création d'un espace de coworking dans une des salles de réunion, et à faire de la place aux vélos. » De quoi faire entrer de plain-pied le bâtiment d'hier dans le monde d'aujourd'hui.

Isabelle Rey-Lefebvre

L'ÉTÉ COMME JAMAIS
DOROTHÉE BARBA
9H / 11H

Retrouver tous les lundis Nicolas Santolaria du journal **Le Monde** pour le supplément **L'époque**

France Inter
INTERVENEZ

ABONNEZ-VOUS AU PODCAST DE L'ÉMISSION